

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE (exCYEL)- SOA

10 allée Bienvenue
93160 Noisy-le-Grand

Références : 2023/0381
Code AIOT : 0006506112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 22/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km,

celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m³ et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article §8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Valeurs limites pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Valeurs limites pour les chaudières fonctionnant à la biomasse	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Méthodologie de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Vérification visuelle sur les combustibles	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Qualification QAL 2	AP Complémentaire du 27/08/2021	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des poussières	Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 4	/	Sans objet
9	Registre des lots entrants	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.5	/	Sans objet
11	Provenance et contrôle des combustibles	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant procède à l'analyse des dépassements de valeurs-limites d'émissions survenus lors du contrôle inopiné survenu fin 2022 et à chaque fois qu'un dépassement est identifié par l'auto-surveillance. Cette analyse doit préciser les travaux envisagés si nécessaire. Il est également attendu que l'exploitant transmette divers documents (suivi des installations électriques, procédure de vérification visuelle de la réception des lots de bois, rapport de la procédure QAL2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article §8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'inspection interroge spécifiquement l'exploitant sur l'avancement des actions telles qu'affichées dans le courrier de l'exploitant du 25/11/2022, et faisant suite à l'inspection du 03/11/2022. L'exploitant indique être en attente d'une note de calcul sur les surintensités, permettant de lever les non-conformités résiduelles identifiées dans le courrier susvisé. L'exploitant indique par ailleurs disposer d'un récent rapport de conformité de l'APAVE, mais n'est pas en mesure de le présenter en séance. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le tableau de suivi des écarts (présenté lors de l'inspection du 03/11/2022) actualisé au regard du contenu de ce rapport APAVE. NC : l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la traçabilité telle qu'évoquée dans la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de maintenance et de suivi des installations comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">• un nettoyage hebdomadaire visant à éviter l'accumulation de poussières (à cet effet est disponible en permanence sur le site une mini centrale d'aspiration centralisée manuelle) ;• des consignes spécifiques décrivant les actions et les fréquences associées. La traçabilité de ces actions de nettoyage est assurée par la tenue d'un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant présente sa gamme de maintenance "lutte contre l'empoussièrement", intégrée dans un logiciel de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). Par sondage, l'inspection vérifie que les dernières actions de lutte contre l'empoussièrement datent de moins d'une semaine. L'inspection vérifie visuellement l'existence de la mini centrale d'aspiration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel.

Le flux maximum annuel prend en compte un fonctionnement au gaz naturel et au FOD.

	Conduits n° 1bis et 2 (générateurs FOD) – exprimé par chaudière				
	VLE Journalière (mg/Nm ³)	VLE Mensuelle et/ou périodique (mg/Nm ³) ³	VLE Annuelle (mg/Nm ³)	Flux maximum horaire (kg/h)	Flux maximum annuel pour les 2 chaudières (t/an)
Poussières	-	5	5		0,850
SO ₂	-	35	35		5,980
NO _x (en éq. NO ₂)	66	60	60		10,250
CO	44	40	40		17,080

Constats :

Lors du contrôle inopiné réalisé du 19 décembre 2022 au 21 décembre 2022, le bureau de contrôle VERITAS (référence n° 7132359/1.1.3.R, daté du 13/02/2023) a détecté l'écart suivant :

Chaudière Gaz n°2 :

- NOX : 89,6 mg/Nm³ – [VLE : 60 mg/Nm³].

NC : En lien avec les constats formulés plus bas, il est demandé à l'exploitant d'analyser les causes et si nécessaire de présenter un calendrier des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Observations : La VLE NO_x indiquée dans le rapport sur les chaudières gaz est inexacte (100 mg/Nm³ au lieu de 60 mg/Nm³).

Il est demandé à l'exploitant de préciser si cette erreur typologique a un impact dans le fonctionnement du tableur de résultats.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites pour les chaudières fonctionnant à la biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes pour la chaudière biomasse :

	Conduit n° 1 (générateur biomasse)				
	VLE Journalière (mg/Nm³)	VLE Mensuelle et/ou périodique¹ (mg/Nm³)	VLE Annuelle (mg/Nm³)	Flux maximum horaire (kg/h)	Flux maximum annuel (t/an)
Poussières	22	20	15	1,210	4,125
SO₂	215	193,5	100	11,825	27,50
NO _x (en éq. NO₂)	220	200	200	12,10	55
CO	200	200	200	11	55
NH₃¹	5,5	5	5	0,275	1,375
HCl	16,5	15	15	0,825	4,125
HF		1,5		0,082	0,412
Hg		0,005		0,275.10 ⁻³	1,375.10 ⁻³

Métaux (Cd + Hg + Tl) et leurs composés		0,05 par métal sauf pour le Hg 0,1 pour la somme		0,01	0,03
Métaux (As + Se + Te) et leurs composés		1 pour la somme 0,1 pour As		0,055	0,275
Métaux (Pb et ses composés)		1 exprimé en Pb		0,055	0,275
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) et leurs composés		10 pour la somme 0,2 pour Cr 0,02 pour CrVI 0,4 pour Mn 0,7 pour Ni		0,55	2,8
Dioxines et furanes		0,1 ng I- TEQ/Nm³		5,5.10 ⁻⁶	2,8.10 ⁻⁵

Constats :

Lors du contrôle inopiné réalisé du 19 décembre 2022 au 21 décembre 2022, le bureau de contrôle VERITAS (référence n° 7132359/1.1.3.R, daté du 13/02/2023) a détecté les écarts suivants :

Générateur Biomasse :

- NOX : 351 mg/Nm³
- HCl : 33,8 mg/Nm³
- Ni : 1,32 mg/Nm³

L'inspection constate les dépassements suivants issus de l'autosurveillance sur la plage de janvier à mars 2023 :

- Dépassement en CO les 8 janvier, 09 janvier, 13 janvier, 16 janvier, 17 janvier, 24 janvier, et 26 janvier, 13 mars, 16 mars et 18 mars 2023.
- Dépassement en NOX les 10 janvier, 18 janvier, 10 mars.

Les résultats de l'autosurveillance sont désormais transmis par l'application GIDAF.

NC : en lien avec les constats formulés plus bas, il est demandé à l'exploitant d'analyser les causes de ces écarts et si nécessaire de présenter un calendrier des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Méthodologie de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodologie de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance en continu sont transmis tous les mois à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant des commentaires de l'exploitant sur les causes des dépassements constatés ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance sont désormais transmis par l'application GIDAF.</p> <p>L'inspection relève que les transmissions des résultats de l'autosurveillance n'ont pas fait l'objet de commentaires, alors que des écarts ont été constatés.</p> <p>L'inspection relève que le rapport d'avril n'a pas été transmis à date du présent rapport.</p> <p>NC : en lien avec les constats formulés plus haut, il est demandé à l'exploitant d'analyser les causes et si nécessaire de présenter un calendrier des travaux.</p> <p>NC : il est demandé à l'exploitant de transmettre mensuellement les rapports.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Observation 1: les rapports de février et mars ont été transmis dans le cadre "eaux", en lieu et place du cadre "air". Il est demandé à l'exploitant de corriger cette erreur, même si elle ne constitue pas une non-conformité en soit.</p> <p>Observation 2 : L'inspection rappelle que le retrait de l'incertitude porte sur la valeur horaire, et non sur la moyenne journalière.</p> <p>Observation 3 : L'inspection rappelle que la valeur de l'incertitude est basée sur la VLE d'émission, et non la valeur de la concentration mesurée.</p> <p>L'impact qu'ont les observations 2 et 3 sur d'éventuels dépassements n'est pas établi à ce stade. Il est demandé à l'exploitant d'explicitier les modes de calculs retenus pour établir les présentes déclarations sous GIDAF.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principe et objectifs du programme d'auto surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente le document prévu par la prescription ci-dessus. Il se présente sous la forme un tableur recensant l'ensemble des mesures et contrôles requis au titre de la réglementation ICPE. Ce document fait également état des délais et dates butoir associés aux différentes mesures, et est régulièrement actualisé. Il ne comprend en revanche pas les modalités de transmission des différentes mesures à l'inspection des installations classées. NC : l'inspection demande à l'exploitant de renseigner les modalités de transmission dans ce tableau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Registre des lots entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des lots entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none">• le type, la nature, l'origine, la quantité livrée ainsi que l'identité du fournisseur pour chaque lot ;• les dates et heures de livraison et l'identité du transporteur ;• les résultats des contrôles mentionnés à l'article 9.1.1.3 du présent arrêté ;• le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 9.1.1.4 du présent arrêté. <p>Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.</p>
Constats : L'exploitant présente, sous la forme d'un tableur, le registre mentionné dans la prescription ci-dessus. Celui-ci est bien tenu à jour et comprend l'ensemble des paramètres demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vérification visuelle sur les combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance et contrôle des combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés par l'exploitant. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la qualité des combustibles utilisés. [...] L'exploitant s'assure de la conformité du combustible utilisé par rapport aux critères ci-dessus en effectuant : <ul style="list-style-type: none">• un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 9.1.1.2 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres ;• [...]
Constats : L'exploitant indique qu'une procédure de contrôle est bien prévue, et réalisé à chaque lot. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter en séance le document faisant état des critères de vérification du contrôle visuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Provenance et contrôle des combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance et contrôle des combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dès lors que l'exploitant utilise de la biomasse répondant à la définition des déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition, les teneurs mesurées ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :

COMPOSE	TENEUR MAXIMALE (en mg/kg de matière sèche)	Norme d'analyse
PCI		
Humidité		
Carbone, C		
Mercure, Hg	0,2	NF EN 15 297
Arsenic, As	4	NF EN 15 297
Chlore, Cl	900	NF EN 15 289
PCP	3	NF B51-297
PCB	2	NF EN 15 308
Azote, N	Teneur maximale 1,5 % de matière sèche	NF EN 15 104
F		
S		
K		
Na		

[...]

L'exploitant s'assure de la conformité du combustible utilisé par rapport aux critères ci-dessus en effectuant :

- [...]
- une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés ci-dessus, sur un lot toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible.

Constats :

L'exploitant indique se fournir en plaquette forestière et bois de classe A (déchet).

Par sondage, l'inspection vérifie que ces analyses sont bien disponibles. L'exploitant présente ainsi les résultats des analyses les plus récentes (réalisées par la société FIBOIS et datées de janvier 2023), pour des livraisons effectuées par les fournisseurs Bivert et Paprec.

Les résultats de ces analyses sont conformes aux valeurs limites spécifiées ci-dessus, et sont réalisées conformément au référentiel demandé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Qualification QAL 2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/08/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure « comparatives »
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans ; et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; • après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple: modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; • après une modification majeure concernant l'AMS (par exemple: changement du type de ligne ou du type d'analyseur). <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique être en règle vis-à-vis de la procédure QAL2, mais n'est pas en mesure de présenter le document l'attestant en séance.</p> <p>NC : il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport attestant que cette procédure QAL2 a bien été réalisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois